

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

27 mai 2020

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**visant l'élaboration d'un plan de relance pour  
les secteurs artistique et événementiel**

(déposée par Mme Anja Vanrobaeys)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 mei 2020

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**tot instelling van een relanceplan voor de  
artistieke en evenementensector**

(ingediend door mevrouw Anja Vanrobaeys)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les secteurs culturel et événementiel sont durement frappés par la crise du coronavirus. Ils ont été les premiers visés par les fermetures et, durant les différentes phases de la levée progressive des mesures de confinement jusqu'au 8 juin 2020, aucune réouverture des institutions culturelles ou des salles de concert n'a été prévue, exception faite des bibliothèques, des musées et des cinémas. Qui plus est, les grands festivals seront interdits jusqu'au 31 août et aucune décision n'a été prise à ce jour à propos des événements moins importants.

Le secteur comprend ces mesures de sécurité prises dans l'intérêt de la santé des citoyens, mais les conséquences économiques de ces mesures sont particulièrement lourdes. Selon une enquête nationale réalisée par le centre d'expertise *Publieke Impact* de la *Karel de Grote Hogeschool* (KdG) auprès de 1 119 organisations, le secteur événementiel belge s'attend à une perte de chiffre d'affaires moyenne de l'ordre de 54 % en 2020 par rapport à 2019, les organisateurs d'événements estimant la perte à 1,3 milliard d'euros (-52 %).

Les sous-traitants des événements prévoient quant à eux une perte de plus de 3,6 milliards d'euros (-55 %), neuf organisations sur dix estimant que, dans la situation actuelle, elles ne pourront pas survivre plus de six mois sans problèmes financiers majeurs. Dès la fin mars, plus de 65 % d'entre elles jugeaient déjà les mesures d'aide actuelles insuffisantes.

L'enquête hebdomadaire réalisée par la BNB et la FEB à la demande du groupe de gestion des risques économiques (*Economic Risk Management Group*) confirme ces prévisions. Le secteur des arts, des spectacles et des services récréatifs enregistre, comme lors des deux dernières enquêtes, une baisse de 88 %. En outre, dans ce secteur, pas moins de 30 % des réponses à la question concernant le risque de faillite évoquent un risque "probable" à "très probable".

En outre, les effets de la crise du COVID-19 sur ce secteur ne vont pas cesser dès que les mesures de confinement seront levées mais se feront encore sentir durant plusieurs mois, voire durant plusieurs années. Certains événements sont liés, dans le temps, à une saison particulière ou à un calendrier, par exemple au lancement d'un produit, et lorsque ce moment est passé, l'événement n'a plus de raison d'être, de sorte que les revenus s'effondrent du même coup. D'autre part, il est plus que probable que l'assouplissement des mesures de confinement sera assorti d'une limitation de la capacité,

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De cultuur- en eventsector wordt hard getroffen door de coronacrisis. De sector werd als eerste gesloten en in de verschillende fasen van het geleidelijk opheffen van de lockdownmaatregelen tot 8 juni 2020 wordt, met uitzondering van bibliotheken, musea en bioscopen, geen enkele heropening van cultuurinstellingen of concertzalen voorzien. Meer zelfs, grote festivals zijn verboden tot 31 augustus. Voor kleinere evenementen is nog geen beslissing genomen.

De sector heeft begrip voor deze veiligheidsmaatregelen in het belang van de gezondheid, maar de economische impact is bijzonder groot. Uit een nationale bevraging van het expertisecentrum *Publieke Impact* van de *Karel de Grote Hogeschool* (KdG) bij 1 119 organisaties blijkt dat de eventensector in België een gemiddeld omzetverlies van 54 % in 2020 verwacht ten opzichte van 2019. Organisatoren van evenementen schatten het verlies op 1,3 miljard euro (-52 %).

Toeleveranciers van evenementen verwachten meer dan 3,6 miljard euro te verliezen (-55 %). Negen organisaties op de tien denken in de huidige situatie niet langer dan zes maanden verder te kunnen zonder in serieuze financiële problemen te geraken. Eind maart al dacht maar liefst 65 % van deze organisaties dat de huidige steunmaatregelen niet zouden volstaan.

De wekelijkse enquête die wordt uitgevoerd door de NBB en VBO op verzoek van de ERMG bevestigt voornoemde verwachtingen. De bedrijfstak kunst, amusement en recreatie tekent, net als bij de vorige twee enquêtes, een achteruitgang met 88 % op. Bovendien bereikt het aantal antwoorden in de tak kunst, amusement en recreatie die op de vraag naar faillissementsrisico melding maken van "waarschijnlijk" of "zeer waarschijnlijk" zelfs 30 %.

Bovendien zullen gevolgen van de COVID-19-crisis op deze sector niet ophouden zodra de lockdownmaatregelen opgeheven worden, maar nog verschillende maanden en jaren voelbaar blijven. Sommige events zijn in de tijd gebonden aan een bepaald seizoen of aan een timing wanneer bijvoorbeeld een product wordt gelanceerd. Eenmaal dit moment voorbij is, heeft het event geen relevantie meer, waardoor inkomsten volledig wegvallen. Daarnaast zal een versoepeling van de lockdownmaatregelen hoogstwaarschijnlijk gepaard gaan met een beperking van de capaciteit, waardoor

de sorte que certains événements et certaines activités deviendront moins rentables, voire déficitaires.

De plus, certains concerts, certaines représentations et certains événements nécessitent une longue préparation, et ne peuvent pas être relancés sur-le-champ. La durée des mesures n'étant pas encore connue, les organisateurs se montrent également frileux. Enfin, un autre élément entre en ligne de compte: le ralentissement prolongé des déplacements internationaux empêche la venue d'événements internationaux en Belgique ou a pour conséquence que certaines entreprises belges ne pourront pas être associées à d'éventuels événements à l'étranger. En d'autres termes, l'assouplissement des mesures de sécurité ne sera perceptible que plus tardivement pour l'ensemble de la chaîne de ce secteur.

Or, ce secteur compte 3 200 entreprises, 80 000 emplois et des milliers de travailleurs indépendants, et se situe, en termes de chiffre d'affaires annuel, dans le top 15 des activités économiques de la Belgique. Dès lors que la durée des différentes mesures applicables à ce secteur n'a pas été précisée à ce jour, il est très difficile d'imaginer une vision à long terme pour déterminer la suite à donner à cette crise. Pourtant, une perspective est essentielle pour assurer la viabilité de ce secteur à long terme.

Les mesures prises jusqu'à présent en ce qui concerne le droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants ou l'accès au chômage temporaire n'offrent pas suffisamment de perspectives à long terme ou ne sont pas suffisamment adaptées à la réalité de ce secteur, où le travail est rémunéré sur la base de contrats de travail journaliers, de cachets et de contrats-cadres ou de contrats qui n'avaient pas encore été conclus par écrit lorsque les événements ont été annulés. L'élargissement du régime du chômage temporaire, par exemple, aux secteurs artistique et événementiel suppose encore l'existence d'une preuve écrite qui, en tout état de cause, doit dater d'avant le 15 avril 2020. Pour les prestations non artistiques, les travailleurs indépendants sont non seulement tenus de disposer d'une preuve écrite de l'annulation d'un événement mais aussi tenus de prouver qu'ils étaient occupés dans le cadre d'un événement semblable au cours de la période de référence du 14 mars 2019 au 31 août 2019. Et en ce qui concerne la situation spécifique des contrats au cachet, l'artiste de spectacle doit pouvoir prouver par écrit quels jours de composition et/ou de répétition relèvent du cachet conclu. À défaut, son cachet est limité au(x) jour(s) prouvé(s) et il ne recevra une allocation plafonnée que pour ces jours-là, ce qui ne couvre pas suffisamment sa perte de revenus pour les jours de composition et/ou de répétition. Les organisateurs refusent aujourd'hui

événements et activités minder rendabel of zelfs verlieslatend zullen worden.

Sommige concerten, voorstellingen en evenementen hebben ook een lange voorbereidingstijd nodig, waardoor ze niet onmiddellijk kunnen heropstarten. Doordat de duur van de maatregelen nog onbekend is, is er eveneens een terughoudendheid bij opdrachtgevers. Tot slot speelt ook mee dat internationale reizen voor een langere periode op een lager pitje staan, waardoor internationale evenementen niet naar België kunnen komen of dat Belgische bedrijven niet kunnen betrokken worden bij eventuele evenementen in het buitenland. Kortom voor de hele keten van deze sector is een versoepeling van de veiligheidsmaatregelen pas in een later stadium voelbaar.

Nochtans gaat het om een sector met 3 200 ondernemingen, 80 000 banen en duizenden freelancers, die qua een jaarlijkse omzet in de top 15 van de economische activiteiten van ons land staat. Aangezien de duur van de verschillende maatregelen voor die sector tot op vandaag onbekend is, kan heel moeilijk een langetermijnvisie worden ontwikkeld om in te schatten hoe verder met deze crisis moeten worden omgaan. Nochtans is dergelijk perspectief essentieel om de leefbaarheid van de van de sector op lange termijn te bestendigen.

De maatregelen die tot nu toe genomen zijn op vlak van overbruggingsrecht voor zelfstandigen of toegang tot tijdelijke werkloosheid geven ofwel onvoldoende langetermijnperspectief of zijn onvoldoende aangepast aan de realiteit van de sector, waarbij voornamelijk wordt gewerkt met dagcontracten, taaklonen en raamcontracten of overeenkomsten die nog niet schriftelijk waren afgesloten op het moment dat evenementen werden geannuleerd. De uitbreiding bijvoorbeeld van het stelsel van tijdelijke werkloosheid voor de artistieke en evenementensector veronderstelt nog steeds een schriftelijk bewijs dat in ieder geval moet dateren van voor 15 april 2020. Voor niet-artistieke prestaties moeten freelancewerknemers naast hun schriftelijk bewijs van een geannuleerd evenement ook bewijzen dat ze in de referentieperiode van 14 maart 2019 tot en met 31 augustus 2019 tewerkgesteld waren in het kader van een gelijkaardig evenement. Voor de specifieke situatie van contracten in taakloon, moet de podiumkunstenaar schriftelijk kunnen aantonen welke dagen van componeren en/of repeteren onder het afgesproken taakloon vallen. Zo niet wordt zijn taakloon beperkt worden tot de bewezen dag(en), en zal hij enkel voor die dagen een geplafonneerde uitkering krijgen wat het verloren inkomen voor de dagen van componeren en/of repeteren onvoldoende dekt. Opdrachtgevers weigeren de dagcontracten momenteel in te voeren voor het recht

de recourir aux contrats journaliers en vue de donner accès au droit au chômage temporaire car ils ne sont pas financièrement en mesure de payer les vacances annuelles.

Dès lors que la reprise de l'activité économique et de l'emploi est encore loin d'être annoncée pour ce secteur et que cette reprise ne se fera en outre que lentement et progressivement, nous demandons au gouvernement fédéral, dans la présente résolution, de dresser la liste des (sous-) secteurs concernés et d'adapter à ces activités le régime spécifique de chômage temporaire pour cause de force majeure dû au coronavirus et le droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants occupés dans ce secteur, ainsi que de les prolonger.

Nous demandons en outre que le gouvernement fédéral se concerta avec le secteur des événements pour offrir un revenu de remplacement viable pour tous les emplois – artistiques et non artistiques – liés aux événements programmés mais annulés en raison de la crise du COVID-19, ce secteur étant le mieux placé pour formuler un avis sur la manière d'en apporter la preuve afin d'éviter les abus ou les usages impropres.

Enfin, nous demandons au gouvernement d'offrir des perspectives à long terme au secteur en prenant une série de mesures de soutien afin de permettre au secteur de survivre.

op tijdelijke werkloosheid, omdat ze de betaling van de jaarlijkse vakantie financieel niet aankunnen.

Aangezien voor deze sector de herneming van de economische activiteit en tewerkstelling nog bijlange niet aan de orde is en bovendien slechts traag en geleidelijk zal heropstarten, vragen we dan ook in deze resolutie dat de regering de betrokken (deel)sectoren oplijst en voor die activiteiten de specifieke vorm van corona-overmacht tijdelijke werkloosheid en het overbruggingsrecht voor zelfstandigen uit die sector, aanpast aan de noden van de sector en verlengt.

Daarnaast vragen we dat de regering in overleg gaat met de sector van de evenementen om aan alle tewerkstellingen - artistieke en niet-artistieke - die verbonden zijn aan geplande evenementen die door de COVID-19 -crisis komen te vervallen, een leefbaar vervangingsinkomen wordt geboden. De sector is het best geplaatst om te adviseren op welke manier dit kan gestaafd worden teneinde misbruik of oneigenlijk gebruik te vermijden.

Tot slot wordt aan de regering gevraagd een lange termijn perspectief te bieden aan de sector door een aantal ondersteunende maatregelen te nemen die erop gericht zijn de sector te laten overleven.

Anja VANROBAEYS (sp.a)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les secteurs artistique et événementiel seront touchés plus longtemps par les mesures de confinement dès lors que la stratégie de sortie ne prévoit pas encore de rouvrir les lieux de culture, ni les salles de concert avant le 8 juin, et que tous les événements seront interdits jusqu'au 31 août;

B. considérant qu'une période de préparation plus longue, de plusieurs mois à un an, est nécessaire pour les événements, et que l'absence de perspectives de la stratégie de sortie de crise invite les organisateurs à la prudence;

C. considérant que les secteurs artistique et événementiel risquent de redémarrer progressivement en raison de règles de distanciation sociale limitant le nombre de places disponibles pour les concerts, les représentations et les événements;

D. considérant que certains licenciements pourront être évités si le régime de chômage temporaire pour cause de coronavirus et le droit passerelle sont adaptés aux besoins de ce secteur, et prolongés jusqu'au printemps 2021, étant entendu que le redémarrage progressif requiert que les heures de travail disponibles soient réparties parmi les collaborateurs en leur permettant de recourir à ce régime à temps partiel;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de dresser la liste des (sous-) secteurs dans lesquels l'activité économique et l'emploi seront en grande partie à l'arrêt en raison du maintien des mesures de sécurité (adaptées), et de prolonger, pour ces secteurs et ces professions, le régime du chômage temporaire pour cause de force majeure en raison de la crise du COVID-19, ainsi que le droit passerelle pour les travailleurs indépendants, et de les adapter aux besoins du secteur, par exemple en prévoyant la possibilité de travailler par demi-journées jusqu'au printemps 2021;

2. d'élaborer, en concertation avec le secteur événementiel, un régime compensant la perte de revenus des travailleurs employés périodiquement dans le cadre de contrats de travail (fluctuants) à durée déterminée (parfois très courts) et applicable au secteur;

3. d'examiner, avec le secteur, de quelle manière le champ d'application du *tax shelter* pourrait être élargi en liant la reconnaissance au niveau d'emploi au cours de la période suivant la réception des montants *tax*

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

A. Overwegende dat de artistieke en evenementensector langer wordt getroffen door de lockdownmaatregelen, aangezien in de exitstrategie tot 8 juni nog geen heropening van cultuurhuizen of concertzalen is voorzien en alle evenementen zijn verboden tot 31 augustus;

B. Overwegende dat evenementen een langere voorbereidingsperiode nodig hebben van verschillende maanden tot 1 jaar en het gebrek aan perspectief in de exitstrategie leidt tot terughoudendheid bij de opdrachtgevers;

C. Overwegende dat de artistieke en evenementensector riskeert geleidelijk herop te starten omwille van de social distancing regels die de beschikbare plaatsen bij concerten, voorstellingen en evenementen beperken;

D. Overwegende dat het aantal ontslagen kan worden voorkomen indien de "corona-werkloosheid" en het overbruggingsrecht voor die sector tot het voorjaar van 2021 zou worden aangepast aan de noden van de sector en worden verlengd; meer bepaald vraagt de geleidelijke heropstart dat de beschikbare werkuren zouden worden verdeeld onder de medewerkers door ze deeltijds een beroep te laten doen op dit stelsel;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING

1. Een oplistijng te maken van de (deel)sectoren waar gelet op het behoud van de (aangepaste) veiligheidsmaatregelen de economische activiteit en de tewerkstelling grotendeels zal stilliggen en voor deze sectoren en beroepen het systeem van tijdelijke werkloosheid wegens COVID-19 overmacht en het COVID-19-overbruggingsrecht voor zelfstandigen te verlengen en aan te passen aan de noden van de sector, met bijvoorbeeld de mogelijkheid om te werken met halve dagen tot het voorjaar van 2021.

2. In overleg met de evenementensector een regeling tot inkomenscompensatie uit te werken voor de werknemers die periodiek tewerkgesteld zijn met (wisselende) arbeidsovereenkomsten van bepaalde (soms zeer korte) duur die toepasbaar is voor de sector.

3. In overleg met de sector te bekijken op welke manier het toepassingsgebied van de *tax shelter* kan worden verruimd, waarbij de erkenning wordt gekoppeld aan het niveau van tewerkstelling in de periode na ontvangst van

*shelter*, l'objectif de cette mesure étant que des emplois durables deviennent de nouveau une réalité dans le secteur événementiel.

de tax shelter bedragen. Het doel van deze maatregel is opnieuw duurzame tewerkstelling binnen de eventsector te realiseren.

Anja VANROBAEYS (sp.a)